

ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

Économie

Luiz Carlos BRESSER-PEREIRA, *Mondialisation et compétition, Pourquoi certains pays émergents réussissent et d'autres non*, Paris, La découverte, 2009, 204 pages, ISBN : 978-2-707-15618-1, 21 €

Il n'y a pas encore très longtemps, la plupart des économistes considéraient que les économies latino-américaines étaient entrées dans une nouvelle phase : davantage de croissance que par le passé, moins de volatilité, une diminution des inégalités, une montée en puissance des bourses qualifiées d'émergentes et, enfin, moins de vulnérabilité aux chocs extérieurs. Lorsque la crise financière est apparue avec la brutalité que l'on sait dans les pays développés, ces mêmes économistes ont pensé que ces économies ne seraient que peu affectées, que leur conjoncture serait « découplée » de celle des pays industrialisés et pour certains – les plus audacieux en matière d'optimisme aveugle – qu'elles pourraient faciliter la reprise des économies industrialisées grâce à leur croissance maintenue. Et puis au dernier trimestre de 2008 et tout au long des trois premiers mois de 2009, il a fallu déchanter. La plongée des marchés boursiers émergents a été sévère en 2008, la croissance s'est effondrée et celle de l'industrie est devenue franchement négative, les monnaies se sont dépréciées dans des proportions importantes vis-à-vis du dollar.

Ces mêmes économistes ont déclaré que personne n'avait prévu cette crise et ont expliqué, une fois en cours, qu'elle était logique, inévitable, provoquée par les liens plus étroits de ces économies avec les autres économies en raison du processus rapide de globalisation financière et commerciale, suivant en cela les dernières publications – par ailleurs fort instructives – du FMI¹. Et puis déjà, certains de ces économistes, oh combien téméraires, et quelques hommes politiques, décidément optimistes au-delà du raisonnable, entrevoient la fin du tunnel dans lequel se sont engouffrées ces économies avec la remontée des bourses de valeur, la reprise des cours des matières premières, la réappréciation des monnaies face au dollar et le dégagement de soldes de balances commerciales positifs comme au Brésil et en Argentine, déclarant que « le plus dur » est passé et que l'avenir s'annonce de nouveau rose.

Il est exact que la situation s'est améliorée depuis le début des années 2000 dans les trois principaux pays latino-américains : le Brésil, le Mexique, l'Argentine. Dans une certaine mesure, ces économies fonctionnent moins comme une « économie casino » que pendant les années 1990, et font donc moins dépendre le bouclage de leurs comptes extérieurs par la manipulation de leurs taux d'intérêt grâce à une amélioration, parfois sensible, sauf au Mexique, de leurs positions externes. Mais cette amélioration est de surface, elle n'atteint pas l'essentiel. En fait, avec l'ouverture accentuée à l'économie monde, les faiblesses de ces économies sont apparues plus nettement et leurs effets se font plus durement sentir avec la contagion financière internationale. Ces économies sont au début de ce millénaire dans une

¹ - Voir notamment FMI, 2009, *Crisis and Recovery*, avril.

situation préoccupante surtout si on la compare à celle des pays asiatiques. Il ne s'agit pas seulement d'une question de taux de croissance, bien plus élevés en Asie – à l'exception notable de l'Argentine² – qu'en Amérique latine, mais de la *qualité* de la croissance. Les économies latino-américaines sont à la traîne tant sur l'industrie que sur les services. L'Histoire – avec un grand H – se fait ailleurs : en Asie. Les économies latino-américaines sont vulnérables parce qu'elles n'exportent pas suffisamment de biens sophistiqués, elles sont plus sensibles à la conjoncture internationale parce qu'elles se sont davantage ouvertes. Plus précisément, dans l'ensemble, l'Amérique latine prend du retard par rapport à d'autres pays, principalement asiatiques. En effet, on peut affirmer, qu'à quelques secteurs près, ces pays n'ont pas su s'adapter aux bouleversements qu'a connus l'économie mondiale ces 25 dernières années (innovations technologiques majeures en informatique et sur les télécommunications, innovations financières importantes). Leurs avantages comparatifs révélés sont inférieurs à 1 tant pour l'industrie que pour les services alors qu'en Chine ils se situent bien au-delà de 1 pour l'industrie. C'est ce qui explique que les exportations de la Chine par rapport aux exportations mondiales soient passées de 1 % à presque 8 % en 2007 alors que celles du Brésil augmentent très légèrement et se situent toujours autour de 1 % comme en ...1979. Les pays asiatiques ont su s'adapter aux innovations technologiques et être les bénéficiaires de nombreuses délocalisations de la production industrielle, tout en développant leur effort en recherche développement, en imposant le plus souvent des remontées de filière (les « *backward linkage effects* » chers à HIRSCHMAN et à PERROUX), ils ont pu à la fois intégrer leurs productions tout en s'ouvrant davantage à l'extérieur, et flexibiliser leur appareil industriel vers la production de produits à technologie plus élevée et à valeur ajoutée plus importante, à forte élasticité de la demande par rapport au revenu. Tel n'est pas le cas des principaux pays latino-américains. L'effort pour la recherche n'a pas été à la hauteur des enjeux, pas plus que leurs politiques industrielles³. Au-delà de l'augmentation de leurs recettes d'exportation provenant de la hausse du cours des matières premières et de l'accroissement des volumes de ces produits, l'apparition de soldes positifs de la balance commerciale est due à une plus grande compétitivité des produits de moyenne et basse technologie, à l'exception de quelques secteurs comme l'aéronautique pour le Brésil⁴. C'est dire que contrairement aux pays asiatiques, et principalement les *dragons* aujourd'hui et

2 - Croissance qui s'est faite sur les ruines provoquées par le plan de convertibilité, tant loué à l'époque par les économistes orthodoxes et par les institutions internationales, et grâce à la définition d'une politique économique originale par beaucoup d'aspects (maintien d'un taux de change déprécié, refus de passer par les fourches caudines du FMI sur la question du paiement du service de la dette externe, taxation des exportations de matières premières). Peu audacieuse par d'autres (maintien d'une distribution des revenus profondément inégale, léguée par la période libérale, timidité d'une politique industrielle, limitée de plus par l'absence d'une véritable banque nationale de développement), cette politique économique, malgré certains aspects positifs soulignés précédemment, n'a pas préparé suffisamment l'Argentine à affronter cette crise. Malgré la reprise vive de l'économie et l'essor de ses exportations y compris industrielles, elle est restée profondément rentière.

3 - Autour de 0,6 % du PIB alors que la Corée du Sud est largement au-dessus de 3 % et que la Chine augmente rapidement ce pourcentage et qu'elle développe par le biais de ses investissements étrangers directs, via ses achats d'entreprises, l'acquisition de technologies.

4 - En 2005, le pourcentage des produits de hautes technologie exportés par rapport à l'ensemble des exportations de produits industriels est de 12,85 % contre 30,60 % en Chine, selon LATTIMORE, KOWALSKI, 2009, *Globalization and emerging market*, chap. 6, Banque mondiale, p. 235.

demain la Chine, la compétitivité repose sur les élasticités-prix plutôt que revenu. Leur potentiel est donc davantage limité que s'il portait sur des produits sophistiqués technologiquement et fortement demandés au niveau mondial.

C'est de ces problèmes que traite le livre paru en France de BRESSER-PEREIRA. Celui-ci est composé de six chapitres. Le premier traite de l'État-nation et du rattrapage, le second de la stratégie nationale de développement, le troisième du nouveau développementisme *versus* l'orthodoxie conventionnelle, le quatrième de la tendance à l'appréciation des monnaies nationales en Amérique latine au contraire de ce qu'on observe en Chine, le cinquième du *dutch disease* et, enfin, le dernier de l'épargne externe. Un lecteur familier des travaux de BRESSER-PEREIRA reconnaîtra ses thèmes de prédilection car chacun de ces chapitres est fortement inspiré d'articles déjà publiés, dont le dernier avec Paulo GALA. Mais il ne s'agit pas d'un ensemble d'articles, rassemblés tels quels, avec les répétitions qu'implique ce genre d'exercice. Les articles ont été retravaillés, ce qui était déjà développé dans l'un a été supprimé dans l'autre, certaines parties ont été développées, d'autres réduites et enfin le tout a été actualisé à la lumière de l'actualité la plus récente. C'est donc un travail original que nous propose BRESSER-PEREIRA.

Comme on le sait sans doute, BRESSER-PEREIRA a une triple expérience : celle d'un homme d'affaires – il a été un des directeurs d'une très grande chaîne de supermarchés –, celle d'un dirigeant politique ayant occupé des fonctions de responsabilité au plus haut niveau dans des moments particulièrement difficiles au Brésil, celle enfin d'un théoricien de l'économie. L'originalité de BRESSER-PEREIRA est double : il n'a jamais abandonné le terrain de l'académique, il a toujours tenu compte de ses expériences d'entrepreneur et de politique lorsqu'il cherchait à comprendre et à théoriser⁵. C'est cette triple originalité qui ressort de son dernier livre. BRESSER-PEREIRA sait « de quoi il parle » lorsqu'il évoque ce que fait et pourrait faire un entrepreneur : d'expérience il connaît les difficultés de la prise de décision lorsque le contexte global est peu favorable et sait combien certaines décisions peuvent être cruciales. Peut-être est-ce grâce à cette « triple casquette » que BRESSER-PEREIRA ne cherche pas à s'enfermer dans des modèles mathématiques, le plus souvent éloignés de la réalité au point que ceux qui les font oublient les hypothèses simplificatrices à partir desquelles ils ont été élaborés. C'est ce qui explique que dans son livre, BRESSER-PEREIRA préfère se référer aux grands penseurs de l'économie et opposer les méthodes d'approche entre elles, quitte à emprunter aux philosophes et aux historiens. Non dupé par ces modèles, comme de nombreux économistes le sont trop souvent, BRESSER-PEREIRA jongle avec plusieurs disciplines tout en restant fondamentalement économiste. Il pratique avec bonheur l'interdisciplinarité, ainsi qu'on peut le voir dans le premier chapitre de son livre avec toutefois une exception : l'approche sociologique est ici quasiment ignorée. Peut-être est-ce à cause de cette omission que le travail, les conditions de travail, l'emploi ne sont évoqués tout au long des chapitres qu'accessoirement. Peut-être est-ce un mauvais procès fait à ce livre car,

5 - À l'inverse, on pourrait probablement lui faire le reproche que, lorsqu'il occupait des fonctions de responsabilité, il « ait oublié les critiques adressées au *Washington consensus* » en ne les faisant pas connaître publiquement, solidarité gouvernementale oblige... peut-être.

après tout, écrire c'est choisir, et BRESSER-PEREIRA a sans doute désiré mettre en avant dans ce livre les thèmes qui lui paraissent les plus importants pour comprendre la faible croissance, comme les effets pernicioeux du *Washington consensus*, les effets pervers de la hausse des taux d'intérêt, de l'appréciation du taux de change, la malédiction provenant de l'exploitation des matières premières — le fameux *Dutch Disease* —, le rêve devenant cauchemar de l'épargne externe. Mais, quoi qu'il en soit, on ne peut s'empêcher de regretter qu'il n'y ait pas eu un chapitre concentré sur les relations entre la finance, la distribution des revenus, le faible taux d'investissement productif et donc la croissance médiocre. Les relations finance-distribution des revenus sont utiles à analyser pour trois raisons : la première c'est qu'à partir d'elles, on peut comprendre pourquoi les salaires réels se sont déconnectés de l'évolution de la productivité du travail. De cette déconnection découlent deux conséquences liées : les investissements dirigés vers le marché intérieur sont insuffisamment attractifs à cause des inégalités de revenus trop fortes et des revenus très faibles de plus de la moitié de la population ; le pari de remplacer la dynamique du marché extérieur défaillant par celle du marché intérieur, à l'aide de facilités de crédit accordées aux catégories à faible revenu, pour lutter contre la crise, est difficile à gagner sans réformes majeures au niveau de la fiscalité. La seconde est qu'avec la financiarisation, il est plus rentable d'investir dans ce secteur que dans le productif d'une part et que, d'autre part, dans les bilans des sociétés, la part prise par la rémunération des passifs financiers se fait au détriment de celle de l'investissement. La troisième raison enfin est qu'il est rare de rencontrer des économistes cherchant à établir ce genre de liaison : les financiers s'occupent de finance, les économistes du travail, de l'emploi et des salaires. Rares sont ceux qui cherchent à démontrer les relations entre ces deux pôles : finance et distribution. C'était donc une opportunité à saisir.

Ces remarques faites, les analyses de BRESSER-PEREIRA tout au long de ce livre aboutissent toujours à des mesures concrètes. Donnons un exemple : le taux de change est apprécié, les conséquences sont peu de valeur ajoutée, difficulté à produire des biens à haute technologie, baisse de la rentabilité du capital ; les mesures à prendre : contrôle de capitaux, financer la croissance par l'épargne interne (et surtout pas externe), des taux d'intérêt moins élevés et administration du taux de change.

Il s'agit d'un livre important, on peut ne pas être d'accord avec tel ou tel point, mais là n'est pas le plus important. Le plus important est qu'il rompt avec le *main stream*, ce que BRESSER-PEREIRA nomme l'orthodoxie conventionnelle, propose un nouveau développementisme qui ne soit pas la pâle copie de l'ancien développementisme avec un objectif : que l'Amérique latine n'accentue pas le retard déjà pris face hier aux tigres asiatiques, avant-hier aux dragons asiatiques, aujourd'hui à la Chine et déjà demain à l'Inde. Un livre à lire.

Pierre SALAMA
Université de Paris XIII